

Conflit

## QUELLE PAIX POUR LA SYRIE, QUEL AVENIR POUR LE LIBAN ?

Le 25 novembre 2012 au Festival « Saint-Maur en toutes libertés » spécial Liban

Débat animé par [Vincent Hervouet](#), avec la participation (par ordre d'intervention) de [Henri Plagnol](#), [Alain Juppé](#), [Antoine Sfeir](#), [Denis Bauchard](#), [Ibrahim Daher](#), [Randa Kassis](#), [Samir Aïta](#)

Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient | « [Les Cahiers de l'Orient](#) »

2014/1 N° 113 | pages 97 à 134

ISSN 0767-6468

DOI 10.3917/lcdlo.113.0097

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2014-1-page-97.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient.

© Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Quelle paix pour la Syrie, quel avenir pour le Liban ?

Débat animé par Vincent Hervouët\*, avec la participation  
(par ordre d'intervention) de Henri Plagnol\*, Alain Juppé\*,  
Antoine Sfeir\*, Denis Bauchard\*, Ibrahim Daher\*,  
Randa Kassis\* et Samir Aïta\*\*

Le 25 novembre 2012 au Festival  
« Saint-Maur en toutes libertés » spécial Liban.

**Vincent Hervouët :** *Le Liban est un petit pays, un pays à part. Il est moins étendu que la Gironde. C'est le seul pays au monde dont on rappelle régulièrement la superficie exacte : 10 452 km<sup>2</sup>. On le répète parce que ses voisins ont tendance à lui « marcher sur les pieds ». Trois guerres contre Israël en trente ans, quinze ans d'occupation syrienne. Les Libanais évoquent la superficie de leur territoire quand ils en appellent à l'unité, à l'intégrité, à la sou-*

---

\* Vincent Hervouët est journaliste et chef du service politique étrangère de la rédaction de TF1-LCI.

\* Henri Plagnol est ancien député de Saint-Maur et membre de la Commission des Affaires Étrangères de l'Assemblée nationale.

\* Alain Juppé est maire de Bordeaux, ancien Premier ministre et ancien ministre, notamment des Affaires étrangères (1993-1995, 2011-2012).

\* Denis Bauchard, ancien diplomate, a notamment été ambassadeur en Jordanie (1989-1993) et président de l'Institut du Monde arabe (2002-2004). Il est aujourd'hui consultant auprès de l'IFRI et auteur du Nouveau monde arabe (André Versaille éditeur).

\* Ibrahim Daher est un ancien homme politique et ministre libanais.

\* Randa Kassis est une journaliste et anthropologue franco-syrienne, fondatrice et présidente du Mouvement de la société pluraliste et ancienne membre du Conseil national syrien.

\* Samir Aïta est un économiste syrien et consultant international, président du Cercle des économistes arabes et membre du Forum démocratique syrien.

*veraineté de leur pays. Cela arrive souvent et cela ressemble à une sorte de rêve – de ces rêves qui toujours vous échappent –, un peu comme lorsqu'on invite les journalistes à l'objectivité, les hommes politiques à l'humilité et les enfants, le dimanche, à écouter les sermons sans s'endormir.*

*Le Liban, donc, 10 452 km<sup>2</sup> coincés entre la montagne et la Méditerranée, est un rêve éveillé. C'est la légende du Liban d'avant-guerre, celle de la fortune facile. Le coude sur la portière de la voiture, Fairouz à plein volume dans l'autoradio... Le Liban, c'est aussi le cauchemar que chacun a en mémoire, Beyrouth capitale de la guerre, des guerres successives qu'a connues ce pauvre pays. J'y ai fait moi-même mon apprentissage et j'en garde un souvenir très fort.*

*Le Liban est-il condamné à la guerre ? Comment peut-il échapper aux convulsions de son voisin syrien ? Que fera le Hezbollah si, demain, les Israéliens tentent de stopper par la force la course des Iraniens au nucléaire ? Y a-t-il un modèle libanais transposable ailleurs, notamment chez le grand voisin syrien ? La guerre civile en Syrie n'a rien à voir avec celle qu'a connue le Liban mais, une fois Bachar El-Assad ailleurs, à Moscou, à la Haye ou six pieds sous terre, peut-on imaginer qu'il y ait un exemple libanais susceptible de servir aux Syriens ? À quoi la paix ressemblera-t-elle ?*

*À Beyrouth, même les chauffeurs de taxi sont experts en géopolitique, ce qui frappe toujours les journalistes. Et ici, à Saint-Maur, nous avons des spécialistes pour nous conduire plus loin, plus vite, au bout de la réflexion. Mais avant de les appeler à la rescousse, je passerai la parole à notre hôte, Henri Plagnol, maire de Saint-Maur, et au grand témoin de cette année, Alain Juppé.*

**Henri Plagnol :** Monsieur le Premier ministre, cher Alain, c'est un honneur que de vous avoir ici, à Saint-Maur. Nul n'est mieux placé, en effet, qu'Alain Juppé, deux fois ministre des Affaires étrangères, pour évoquer la tragédie syrienne. En tant que parlementaire ayant siégé à la Commission des

Affaires étrangères, je puis dire combien, il y a quelques mois encore, avec vous, la voix de la France résonnait dans le monde entier. On se souvient de la maîtrise exceptionnelle avec laquelle vous avez organisé les événements en Libye. C'est notamment grâce à Alain Juppé que Benghazi a été sauvée et que le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté la fameuse résolution autorisant l'intervention de nos troupes. Pour la Syrie, Alain Juppé avait perçu les répercussions de cette épouvantable tragédie et saisi, avec beaucoup de force, la communauté internationale en prenant à témoin l'opinion publique internationale.

**Alain Juppé:** Mesdames et Messieurs, j'ai tenu à venir, d'une part pour vous exprimer mon amitié, d'autre part parce que la question à laquelle vous réfléchissez ici me tient beaucoup à cœur. J'aime le Liban que je connais depuis longtemps. J'y ai de nombreux amis et je sais surtout ce que représente ce pays, l'exemplarité du miracle de communautés qui, pendant tant d'années, ont vécu ensemble, se sont fait la guerre, se sont retrouvées. Ce pays est – notamment pour la présence des chrétiens en Orient – plus qu'un symbole, un élément essentiel de géopolitique. Avant que nous n'entendions les experts qui sont ici, que je connais tous et dont je sais la compétence, je me bornerai à quelques remarques concernant la Syrie, tirées de mon expérience personnelle, de mes dernières fonctions au Quai d'Orsay entre 2011 et 2012.

Première remarque sur la tragédie syrienne: je le dis sans nuance, la responsabilité de ce qui se passe en Syrie aujourd'hui pèse sur les épaules des dirigeants de Damas, responsables de l'engrenage de la violence qui a conduit à cette tragédie. Rappelons-nous les premières manifestations de mars 2011: elles étaient pacifiques; en descendant dans la rue, le peuple syrien réclamait tout simplement un peu plus de libertés, un peu plus de respect, de démocratie, dans le grand mouvement qui secouait alors – qui continuait à secouer – le Proche et le Moyen-Orient et que l'on qualifiait, à tort ou à raison, de « printemps arabe ». Les manifestants syriens demandaient

des réformes et ils ont eu pour toute réponse une répression violente, sanglante, tandis que les réformes ont été des leurres et n'ont jamais été menées à bien. Bref, le régime n'a pas su comprendre ce qui était en train de se passer dans les profondeurs de la région et au cœur du peuple syrien, et il a répondu par la violence.

Deuxième remarque : toutes les tentatives de médiation ont échoué, or elles ont été nombreuses. La France était en première ligne au cours de l'année 2012, elle avait pris l'initiative – exactement comme en Libye – de constituer un groupe des amis de la Syrie, dont l'objectif était, précisément, de trouver des solutions de compromis et d'apaiser le conflit. Ce groupe s'est réuni une première fois à Tunis : nous avions convié les dirigeants syriens, ils ne sont pas venus ; ils ont claqué la porte dès le début de cette tentative, et il en a été de même lors des réunions suivantes, à Istanbul ou à Paris. La Ligue arabe a également essayé de jouer les médiateurs en envoyant des observateurs sur le territoire syrien, mais ce fut un fiasco. L'ONU s'est engagée fortement. Kofi Annan, pour lequel j'ai beaucoup d'estime et de respect, a tenté une médiation, il y a mis beaucoup de bonne volonté, un peu trop, parfois, selon certains qui l'ont jugé à la limite de la complaisance vis-à-vis du régime de Damas. Ses efforts n'ont pas abouti, il a été obligé d'en constater l'échec. Je ne sais si Lakhdar Brahimi aura plus de succès, mais ses premières déclarations n'inclinent guère à l'optimisme<sup>1</sup>.

Ainsi, beaucoup de choses ont été mises en œuvre pour sortir de l'impasse, ménager une véritable médiation, et le régime, une fois de plus, s'est enfermé dans sa vision exclusivement répressive. Nous nous sommes efforcés de faire intervenir le Conseil de sécurité des Nations Unies puisque, pour la diplomatie française, c'est là que se prennent les décisions sur la guerre et la paix dans le monde.

Henri Plagnol rappelait, à l'instant, les heures qui ont précédé Benghazi. Je n'ai pas oublié ces moments très forts au Conseil de sécurité, au cours desquels je disais aux quatorze partenaires de la France qui y siègent : « C'est une question d'heures ! Les colonnes de chars libyens sont en train de

1. Lakhdar Brahimi a encore déclaré au début du mois de novembre 2013, à propos d'une réunion « Genève 2 » que l'opposition syrienne était « divisée » et « pas prête » (Ndlr).

foncer sur Benghazi, et Kadhafi a annoncé son programme : “éradiquer les rats”. » C’était l’expression qu’il employait pour parler des habitants de Benghazi.

J’entends, ici ou là chez les commentateurs, la question suivante : n’avons-nous pas eu tort d’ouvrir la boîte de Pandore en aidant le peuple libyen à se libérer de ses chaînes ? Je réponds souvent : « Ah, le bon vieux temps de Kadhafi ! Il faut le regretter, sans doute... » Non, je crois que nous avons eu raison d’encourager ce mouvement, même si, après quarante ans de dictature, il faudra du temps pour que la Libye recouvre la paix civile et instaure un régime démocratique stable. Une période révolutionnaire est en cours et notre devoir est, évidemment, de l’accompagner avec vigilance.

Nous avons donc essayé de faire la même chose pour la Syrie, toutes proportions gardées, et avons été confrontés à un blocage résolu, qui dure encore, de la part d’un certain nombre de membres permanents du Conseil de sécurité, Russie en tête, suivie par la Chine, toutes deux accompagnées par des membres non permanents qui, du moins au début, se sont tout à fait calés sur cette position ; je pense tout particulièrement au Brésil et à l’Afrique du Sud. Pourquoi ? J’ai tenté de comprendre les raisons de ce blocage. Nous avons pris, avec nos partenaires européens, avec les États-Unis et les pays arabes, l’initiative de présenter plusieurs projets de résolution. Chaque fois, nous nous sommes heurtés à un veto.

Première raison (je le dis sans ménagement) : la Russie a voulu nous faire payer l’opération libyenne. Au cours des multiples entretiens avec Sergueï Lavrov, l’argument était toujours le même : « Vous êtes allés, en Libye, au-delà du mandat que vous avait donné le Conseil de sécurité. Vous deviez protéger les populations civiles et vous êtes allés jusqu’à favoriser un changement de régime. »

Naturellement, nous ne partageons pas ce point de vue et pensons que, compte tenu, là encore, de l’*hubris* de ce régime libyen, il fallait bien en changer, à la seule fin de protéger les populations. Mais il y a là un désaccord profond – raison ou prétexte, il est parfois difficile de le démêler de la part de la Russie. Quoi qu’il en soit, c’est l’une des raisons du blo-

cage, même si j'ai fait remarquer à plusieurs reprises à mes interlocuteurs russes que, dans les projets de résolution que la France soumettait au Conseil de sécurité, il n'était jamais question d'intervention militaire, contrairement à la résolution qui avait servi de base à notre intervention en Libye. Ce n'était pas la résolution 1973 du Conseil de sécurité. Mais nous n'avons pas été entendus. Et la Russie a entraîné avec elle la Chine, traditionnellement hostile à ce qu'elle tient pour une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, ainsi que le bloc des pays émergents, un peu pour la même raison : dans la diplomatie de ces pays, on trouve des relents d'anti-impérialisme ; c'est le cas du Brésil et de l'Afrique du Sud, qui vont jusqu'à remettre en cause le beau principe que les Nations Unies ont fait leur en 2005 et qui s'appelle la « responsabilité de protéger ». C'est là une autre dénomination du droit d'ingérence qui veut que la responsabilité d'un gouvernement soit de protéger ses populations contre les crimes de guerre ou les génocides et que, si les régimes ne le font pas, la communauté internationale a toute légitimité pour se substituer aux gouvernements défaillants. Le Brésil et l'Afrique du Sud contestent maintenant ce principe.

J'ai un souvenir très fort : après quelque douze heures de vol, j'arrive en Afrique du Sud, à Pretoria, et, à peine descendu de l'avion, je me retrouve au siège de l'ANC, le parti au pouvoir, celui de Mandela, devant son secrétaire général. Et j'ai aussitôt droit à cette violente sortie : « Nous ne vous laisserons pas à nouveau envahir l'Afrique ! » C'était la façon dont l'Afrique du Sud interprétait l'intervention en Libye : une opération de recolonisation menée par l'Occident ou l'Europe. L'argument a été utilisé à fond par la Russie pour bloquer le système. Voici donc la première raison qui, hélas, aujourd'hui encore, reste tout à fait insurmontable.

Deuxième raison : la Russie veut, sans doute, protéger ses intérêts dans la région et sa tête de pont militaire, économique et politique en Syrie. Je pense que c'est un faux calcul car, compte tenu de l'évolution de la crise et du discrédit croissant du régime en place, je ne suis pas sûr que la Russie en sorte réellement grandie, notamment dans le monde arabe.

Troisième et dernière raison, me semble-t-il, de l'attitude russe : la crainte de la contagion islamiste. À plusieurs reprises, l'argument a été invoqué par mes interlocuteurs de Russie, qui ont aussi, chez eux, des régions abritant une forte communauté musulmane. Et le risque de voir les terroristes, les jihadistes, Al-Qaïda, prospérer dans la crise syrienne motivait en partie la totale fermeture russe. Peut-on, aujourd'hui ou demain, faire bouger Poutine ? Connaissant bien le personnage, et avec la liberté de parole qui est la mienne actuellement, je vous dirai : j'en doute. Ce qui n'empêche pas d'essayer.

Dernière réflexion : la crise syrienne a, évidemment, un enjeu régional qui dépasse, et de loin, les frontières de la Syrie. C'est la raison pour laquelle l'intervention du Conseil de sécurité me paraît pleinement justifiée, parce que ce sont aussi la stabilité de la région et la paix dans le monde qui, d'une certaine manière, sont en jeu : un effet de contagion terrible sur le Liban – on a tous en tête l'attentat du mois d'octobre 2012 ; certes, il ne faut jamais accuser sans preuve mais l'on peut dire que c'est signé, qu'on retrouve les méthodes syriennes. Un effet de contagion aussi sur la Jordanie, pays fragile où les réfugiés syriens se pressent en masse, comme au Liban. Difficultés avec la Turquie, qui va jusqu'à invoquer l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord : solidarité des pays membres de l'OTAN face aux incursions ou, en tout cas, aux bombardements syriens à l'intérieur des frontières turques. L'engagement de l'Iran – un secret de polichinelle –, dont on sait bien qu'il fournit des armes aux rebelles. Ces différents éléments confèrent au conflit syrien une dimension tout à fait internationale.

Je voudrais ajouter une remarque sur ce qu'est la Syrie elle-même, afin de bien marquer la différence avec le cas libyen. En Libye, c'est vrai, nous nous sommes interrogés sur la représentativité du Conseil National de Transition. La France a été le premier pays à le reconnaître, et je me souviens de la réaction de mes collègues européens à Bruxelles, le jour où cette annonce a été faite. L'un d'eux m'a dit : « Mais qui sont ces gens ? » Certes, on les connaissait mal, et on connaît plus mal encore l'opposition syrienne. C'est là un grand point



d'interrogation pour la communauté internationale et pour la France elle-même. L'opposition libyenne est un peu à l'image de la société elle-même, relativement homogène, composée pour l'essentiel de sunnites malékites. Le paysage syrien est très profondément différent : chiïtes, sunnites, kurdes, alaouites, chrétiens. Il m'est arrivé de dire à mes amis chrétiens de bien réfléchir à leur attitude sur le conflit syrien, parce que leur première réaction a été de « coller » au régime, qui leur apparaissait comme le meilleur rempart contre le terrorisme ou l'islamisme extrémiste.

Au départ, nous avons donc été confrontés à cette difficulté : quelle était la représentativité des structures de l'opposition syrienne que nous rencontrions, que j'ai moi-même rencontrées dès le début de 2011, à Paris ? L'un de nos plus forts messages était de dire à cette opposition : « Structurez-vous, organisez-vous, ouvrez-vous à l'ensemble des sensibilités ou des réalités de la société syrienne pour que votre représentativité ne soit pas mise en cause. » La tâche était ardue. Je pense, toutefois, que ce qui s'est passé à Doha, à l'automne 2012, à savoir la constitution d'une coalition plus ouverte aux différentes communautés, va dans le bon sens, ce qui m'amène à dire que le gouvernement français a eu raison d'être en première ligne en encourageant ce regroupement et en donnant une forme de reconnaissance à cette coalition.

Nos amis européens ont généralement beaucoup de mal à entrer en action, dès qu'il faut prendre quelques risques. Il en résulte que la position de l'Union européenne est de reconnaître la coalition comme l'un des représentants du peuple, et non comme le gouvernement provisoire de la Syrie. Je souhaite que cette opposition donne des preuves de sa crédibilité, de son ouverture, de son respect d'un certain nombre de règles fondamentales auxquelles nous tenons. Voilà les quelques réflexions que m'inspire cette expérience d'un peu plus de douze mois à la tête de la diplomatie française.

Quelles sont, à présent, les perspectives ? Si j'avais une réponse à cette question, je vaudrais cher sur le marché diplomatique, et on ne manquerait pas de me confier une médiation. Ce n'est, hélas, pas tout à fait le cas. Je pense que ce régime tom-

bera ; il ne parviendra pas à se maintenir parce que, d'une certaine manière, le monde a changé et qu'aujourd'hui, les dictateurs, les criminels ne peuvent indéfiniment rester dans l'impunité. Nous nous sommes adressés au Conseil des droits de l'homme de Genève, qui a condamné à plusieurs reprises la Syrie et a mis en évidence les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité. Je ne donne pas de chiffres parce qu'ils sont parfois contestés, mais nous avons une certitude : il y a eu plusieurs dizaines de milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés, des enfants torturés, des prisonniers achevés dans les hôpitaux ; c'est une barbarie sans nom, que le Conseil des droits de l'homme a dénoncée. Nous avons demandé au Conseil et à nos propres diplomates de réunir des preuves qui nous permettront, un jour, de faire comparaître les tenants du régime syrien devant la justice internationale. Il m'arrivait de dire, quand j'étais au Quai d'Orsay, que le métier de dictateur n'était plus un métier sans risque, que cela finissait à La Haye ou devant tel ou tel tribunal spécialisé.

Donc, ce régime tombera. La grande question est de savoir quand. Va-t-il implorer ? Va-t-il se déliter ? Il dispose encore d'une capacité de résistance importante, bien que les combats se durcissent à Damas même. Je ne vous dirai pas, malheureusement, que la tragédie prendra fin à brève échéance, je n'en sais rien, les massacres risquent de se prolonger un moment.

Que pouvons-nous ? Agir dans les trois directions que j'ai évoquées ; essayer de poursuivre le dialogue avec la Russie et les autres pays qui bloquent au Conseil de sécurité ; mettre la pression, avec les amis du peuple syrien et les pays arabes, pour que, tous ensemble, nous nous engagions aux côtés de cette résistance et de la coalition ; enfin, aider cette coalition et répondre à la grande interrogation que j'ai moi-même abordée prudemment dans l'un de mes blogs : faut-il livrer des armes ?

Cette question, j'y ai beaucoup réfléchi parce que j'ai vécu assez dramatiquement, lors de mon premier passage au Quai d'Orsay, dans les années 1990, la crise de l'ex-Yougoslavie durant laquelle nous nous étions cramponnés, nous, Européens, à la ligne internationale qui était : embargo sur la fourniture

des armes aux belligérants, et avions refusé toute levée de l'embargo, alors que la situation était profondément inégale. D'un côté, les Serbes disposaient de chars et d'avions tandis que, de l'autre, les Bosniaques se battaient dans des conditions tout à fait différentes. Nous nous sommes cramponnés à ce principe de l'embargo et je ne suis pas sûr que nous ayons eu tout à fait raison.

Aujourd'hui, faut-il aller dans cette direction? Lorsque j'ai abordé le problème: « faut-il en arriver à livrer des armes? », l'un de mes interlocuteurs m'a dit: « À qui? » À qui allons-nous les donner? À Al-Qaïda? Ce qui s'est passé en Afghanistan, dans un autre contexte, à une autre période, devrait nous servir de leçon. Mais c'est la question essentielle. Aurons-nous, face à nous, une coalition qui prendra des engagements crédibles quant à son respect d'un certain nombre de points fondamentaux qui sont les nôtres? Je ne suis pas en mesure, aujourd'hui, de répondre. Je sais que la diplomatie française s'interroge et qu'il va sans doute falloir continuer à réfléchir. Hélas, plus on réfléchit, plus il y a de morts, le massacre continue, et il est terriblement frustrant de ne pas être capable de mettre un coup d'arrêt à ce drame!

J'aurai, avant de conclure, une pensée pour le Liban qui est en première ligne et je voudrais former de tout cœur le vœu que ce pays reste ce qu'il a été au cours des décennies: un exemple. Un contre-exemple parfois cruel de guerre civile, mais aussi un exemple de communautés qui apprennent, qui ont appris, qui savent vivre ensemble. J'espère que ce bon sens-là, ce sens de la paix et de la concorde, prévaudra pour l'avenir du Liban.

**Antoine Sfeir:** Aujourd'hui, on a au Proche-Orient une cause qui est aussi un enjeu stratégique que personne ne relève plus, sinon les États-Unis. La France était la seule puissance au monde qui, il y a encore quelques années, parlait avec tous sans exception. Je crois que c'était sa grande force. Monsieur le Ministre nous a expliqué que la France avait sauvé la population de Benghazi, ce qui est à notre honneur, sans aucun doute...

**Vincent Hervouët** : *Est-ce vrai ?*

**Antoine Sfeir** : Oui, mais Monsieur Juppé a oublié de rappeler qu'on avait laissé mourir la population de Syrie : cent cinquante mille morts. C'est à notre déshonneur. C'était au moment de la chute de Kadhafi, mais ce dernier n'est pas en jeu. Il ne s'agit pas de défendre le système Kadhafi : il avait détruit tout ce qui existait comme institutions étatiques, si bien qu'aujourd'hui l'État a des difficultés à se remettre sur pied.

On a aussi oublié de dire, me semble-t-il, que l'opposition syrienne telle qu'elle se présente sur le terrain aujourd'hui, tout comme le gouvernement syrien, a déjà été condamnée pour crimes de guerre par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies.

Je voudrais réagir en tant qu'Arabe et également parler en tant que chrétien en Orient. Monsieur Juppé nous a expliqué qu'il avait dit à ses amis chrétiens de Syrie de faire attention. Or il n'a jamais vécu dans ces pays ; il y a souvent séjourné, il a des amis libanais, égyptiens, mais ses amis font partie d'une élite infinitésimale. Il sait très bien que vivre sous le joug d'une dictature, quelle qu'elle soit – ce que les diplomates appellent parfois une « rupture de représentativité » – est douloureux tous les jours, toutes les heures, toutes les minutes. Personnellement, j'ai souffert du régime syrien dans ma chair et mon sang, et il n'y a pas une nuit où je n'aie rêvé de le voir tomber. Mais quand je constate, aujourd'hui, comment les choses sont en train de se dérouler... Monsieur Juppé nous a expliqué que viendrait la démocratie. Rendez-vous compte que nous faisons alliance avec le Qatar et l'Arabie séoudite pour instaurer la démocratie au Moyen-Orient ! C'est scandaleux ! Rendez-vous compte que nous faisons alliance avec des pays où l'on coupe encore les mains, où l'on enferme les femmes, et il paraît qu'ils sont les promoteurs de la démocratie ! Je veux bien qu'on soit ami avec le Qatar parce qu'il a sauvé le PSG, mais je me refuse à oublier que le Qatar est en train d'ache-

ter 10,67 % du groupe Lagardère qui, aujourd'hui, maîtrise EADS, donc une partie de notre défense et, par conséquent, de notre souveraineté.

J'aimerais simplement rappeler que le problème syrien n'est pas uniquement syrien, qu'il ne s'appréhende pas uniquement à travers le prisme « sunnites-chiites » ; c'est aussi le problème de la diabolisation de l'Iran – de la même façon que l'on avait diabolisé Nasser. C'est le problème de l'Arabie séoudite qui vise à garder la main sur le monde arabe. C'est le problème du président égyptien Morsi qui a dissout le Conseil constitutionnel et détenait le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Si ce n'était pas une dictature... J'avoue que je ne comprends pas. J'aimerais donc, simplement, que la France retrouve la voie qui était la sienne, sa vocation qui est celle de parler avec tout le monde, sans condamner avant que les enquêtes soient ouvertes et sans déclarer péremptoirement qui est mauvais et qui est recevable. Les massacres et les guerres ne sont jamais propres, il n'y a que de sales guerres.

**Denis Bauchard :** Je ne saurais être le porte-parole du ministère des Affaires étrangères ; je ne parlerai qu'en mon nom propre. Il est certain que le monde arabe connaît actuellement de fortes turbulences, que celles-ci vont encore durer des mois, voire des années, et que rien n'est simple...

*Vincent Hervouët : Revenons à la façon dont Alain Jupé s'est fait l'avocat de la politique menée depuis deux ans. C'est une rupture par rapport à ce qui, traditionnellement, était fait par les Affaires étrangères françaises qui discutaient avec tout le monde, y compris avec une forme de cynisme et, en même temps, étaient très précautionneuses.*

**Denis Bauchard :** Oui, le président Chirac pensait qu'il pouvait enseigner la démocratie à Bachar El-Assad comme au roi du Maroc. Mais les élèves ne se sont guère montrés dociles, ce qui est évident dans le cas du président syrien. Il y a eu ensuite, avec le président Sarkozy, une phase de rupture,

un retour en grâce, puisque le président syrien a été reçu en grande pompe à Paris en 2008, où il a participé au sommet des chefs d'État, inaugurant l'Union pour la Méditerranée le 13 juillet, et assistant au défilé du 14 juillet. Puis les relations se sont à nouveau gâtées. Il faut dire que le président syrien a mis beaucoup du sien pour amener la politique étrangère française à prendre le tournant évoqué par Alain Juppé. Il est clair qu'il y a actuellement rupture complète entre le régime de Bachar El-Assad et l'opposition syrienne. Du côté français, on pense qu'une réconciliation n'est plus possible. On a essayé, dans un premier temps, de la favoriser; on a fini par y renoncer, compte tenu, entre autres, de la brutalité de la répression organisée par le régime.

Que faire maintenant? Une solution politique de réconciliation est sans doute très difficile, tant que l'on n'aura pas convaincu les Russes de la nécessité de faire partir Bachar El-Assad. Le blocage vient effectivement de Moscou. Si la Russie bouge, la Chine et les pays émergents suivront. Mais il est à craindre que les affrontements continuent, même après la chute éventuelle du régime.

**Ibrahim Daher:** Je voudrais développer rapidement ce qu'a dit Antoine Sfeir, dont je partage pleinement l'analyse. Deux points m'ont un peu effrayé dans la déclaration de l'ancien Premier ministre: d'une part, je l'ai entendu dire qu'il ne savait pas ce qui allait se passer, qu'il ne voyait pas ce qu'on allait faire, que d'ores et déjà nous allions soutenir l'opposition syrienne, que l'on ignorait si les Russes continueraient à bloquer ou pas... Ce qui paraît étonnant, c'est que l'on ait pu imaginer un seul instant que ces derniers allaient délaissé ce pays et ce problème. Si la politique française est véritablement dans un tel état de déshérence, il y a de quoi s'inquiéter.

Le second point, ce sont les paroles d'encouragement prononcées à l'intention des chrétiens syriens et, plus largement, des chrétiens de la région. J'ai peur qu'il ne s'agisse que d'un engagement purement verbal. Je crains – les exemples sont

légion, et pas seulement pour la France – que l'on précipite les amis des Occidentaux dans des situations difficiles et qu'au moment où il faudra intervenir pour les soutenir, on soit dans l'incapacité de le faire.

Il aurait été bon, je crois, que l'on se souvienne de la place Tahrir, où les manifestants étaient en train de se retourner contre Mohammad Morsi, qui avait littéralement confisqué la révolution et où l'on n'entendait pas très fort la voix de la France pour les soutenir. La France a eu peur de confirmer l'impression qu'elle s'était fait surprendre, elle, la spécialiste du monde arabe, par la vague qualifiée de « printemps arabe », et c'est pour cela qu'elle s'est précipitée pour appuyer le régime des Frères musulmans, auxquels rien ne la relie et qu'elle ne connaît pas, si ce n'est au travers des propos mielleux et ambigus, de Tariq Ramadan<sup>2</sup>. Du coup, elle a encore moins vu la vraie révolution citoyenne en Égypte, refusant de l'aider alors qu'elle est la seule représentative des valeurs défendues par la France. Les informations qui nous sont parvenues depuis sur les excès du régime, sa volonté d'imposer un système irréversible transformant les institutions démocratiques montrent bien l'ampleur de la méprise.

Là aurait été véritablement la vocation de la France : défendre, expliquer, promouvoir l'action des vrais démocrates ; malheureusement, elle était aux abonnés absents...

**Vincent Hervouët :** *Vous qui rentrez du Vatican, diriez-vous qu'aujourd'hui, la France n'est plus la protectrice des chrétiens d'Orient et que la Russie assume à présent ce rôle ?*

**Ibrahim Daher :** Juste une petite nuance : toute la politique étrangère de la France dans la région, depuis les Croisades puis les Capitulations a consisté à se positionner, au fond, en protectrice des chrétiens en Orient. Elle ne remplit certainement plus ce rôle depuis quelques années. Au demeurant, on ne sait plus quel rôle elle joue au Proche-Orient. Et s'il faut donner un exemple de ce qu'est la place de la religion

2. Professeur invité à l'Université d'Oxford et petit-fils de Hassan El Banna (le fondateur égyptien des Frères musulmans), Tariq Ramadan se définit lui-même comme un « réformiste à tendance salafiste ». Il dirige depuis 2012 le Centre de recherche sur la Législation islamique au Qatar (NdIR).

chrétienne dans la politique étrangère, le seul pays qui en fait actuellement son socle, c'est bien la Russie.

**Vincent Hervouët :** *Nous reviendrons sur la question des chrétiens et des minorités. Je voudrais d'abord que Randa Kassis réagisse aux propos de l'ancien Premier ministre.*

**Randa Kassis :** Il y a deux points sur lesquels je ne suis pas du tout d'accord. Je crois d'abord que la reconnaissance par la France d'un unique interlocuteur, à savoir la coalition nationale, était prématurée pour plusieurs raisons. D'abord, cette formation ne représente pas l'ensemble du pays ou l'ensemble des composantes syriennes. Nous savons bien que les individus qui appartiennent à quelques minorités ne représentent pas leur communauté. Je pense à certains Alaouites ou aux chrétiens qui appartiennent à la coalition.

Cette dernière a aussi un vrai problème avec son texte fondateur. Je suis opposée à deux points de ce texte. Le premier est que la coalition réclame la chute du régime Assad, avec tous ses symboles et ses piliers. Cela veut dire qu'elle pousse le régime et ses alliés à se battre jusqu'à la mort. Le second point est que la coalition veut déstructurer toutes les institutions syriennes, dont l'armée. Cela signifie qu'elle va reproduire l'erreur des Américains en Irak. Ce sont deux points essentiels, qui me font mal augurer de l'évolution de la situation en Syrie.

J'ajouterai que les opposants n'ont qu'une stratégie : ils ne jurent que par l'armement ; ils croient qu'avec des armes, ils peuvent réussir à faire tomber le régime. C'est une illusion, car ils n'en ont ni la capacité ni la structure. Et puis, lorsqu'on parle de l'ASL ou de l'armée libre – et il me semble qu'Alain Juppé en a parlé –, il faut savoir qui est l'ASL. On a eu droit, quelques jours avant ce débat, à l'annonce de la création d'un État islamique au Nord de la Syrie. Aujourd'hui même, à l'instant où nous parlons, dans la zone kurde, des combats opposent islamistes et Kurdes, ces derniers étant protégés par le PYD, qui est une branche du PKK.



**Vincent Hervouët:** *Oui, c'est une guerre de tous contre tous. Samir Aïta, que vous inspire le discours d'Alain Juppé sur la politique et la vision françaises, largement partagé par les journalistes, d'ailleurs? À preuve, le peu de contestation de la politique française dans les médias...*

**Samir Aïta:** Pour tous les Syriens constamment sous le feu du régime, le discours des politiciens français paraît étrange. Je voudrais signaler quelque chose: Alain Juppé n'a jamais reçu le Forum **démocratique** syrien, ne serait-ce que pour s'informer sur l'opposition démocratique. J'ai également quelque peine à lui pardonner le fait que, sous son ministère, Michel Kilo, grand opposant et ancien prisonnier politique, s'est vu interdire, à son arrivée à Paris, une conférence de presse au Centre d'accueil de la presse étrangère (CAPE), sous tutelle de ce ministère. Cette interdiction a été reconnue dans une interview d'une opposante syrienne du Conseil national, contactée pour l'occasion par le ministère. Vraiment étrange! Et puis, il faut rappeler que Bachar El-Assad a été l'homme de la France... On ne peut donc pas présenter la France comme un acteur neutre; sa politique est une partie du problème de la Syrie.

**Vincent Hervouët:** *Il faut peut-être préciser que Michel Kilo est un opposant de confession chrétienne, qui vivait à Damas et a passé des années en prison après l'éphémère printemps de Damas. Au moment de l'arrivée de Bachar El-Assad, il y a eu une phase d'ouverture. Kilo a été incarcéré en tant qu'opposant. Quand il a été libéré, il est resté à Damas. Quand l'insurrection a commencé, il est resté à Damas. Il était l'opposition à l'intérieur du régime et quand, enfin, il a décidé de s'exiler à Paris, sa parole n'était pas véritablement attendue. Pourquoi a-t-elle été refusée?*

**Samir Aïta:** Parce que la France a été un acteur primordial dans la création du Conseil national syrien et qu'elle ne voulait pas de voix dissonantes.

**Vincent Hervouët:** *En fait, il ne cadrerait pas avec l'image que se faisait la France du bien et du mal, du noir et du blanc,*

*avec l'idée française selon laquelle tous les opposants étaient à l'extérieur et que personne, à l'intérieur, ne voulait discuter avec le régime...*

**Samir Aïta :** Je voudrais faire deux autres remarques essentielles à propos de l'intervention d'Alain Juppé. La première va vous choquer : Bachar El-Assad n'a pas été, initialement, l'homme de la Russie, mais celui de la France, intronisé par Jacques Chirac, le seul président à être allé aux obsèques de son père, Hafez El Assad, et le premier à avoir entériné son accession au pouvoir. Bachar El-Assad a effectué quatre visites officielles en France et ne s'est rendu en Russie qu'après la dégradation des relations entre Paris et Damas. Les raisons de cette dégradation sont liées à l'invasion américaine de l'Irak. Les deux pays avaient les mêmes positions : refuser l'intervention et bloquer la décision correspondante au Conseil de sécurité. En quelques mois, la France a brutalement changé de position, notamment sur le Liban. Jacques Chirac a déclaré, dans un discours à l'Assemblée libanaise : « la Syrie ne se retirera pas. » Puis, à peine six mois plus tard, il a œuvré pour la résolution 1559 du Conseil de sécurité demandant le retrait syrien. C'est ce revirement brutal qui a coûté la vie à Rafic Hariri. Et, alors même que tout, dans cet assassinat, désignait Bachar El-Assad, voici que le président Sarkozy le reçoit à nouveau en France, pour le 14 juillet. Il y a véritablement quelque chose d'un peu irrationnel dans les relations entre la France politique et la Syrie...

Dans le discours d'Alain Juppé, on a l'impression que la France n'est pas un acteur, qu'elle n'est pas partie prenante des événements. Mon expérience de suivi des évolutions depuis le début montre le contraire. Avec le Qatar et la Turquie, elle a œuvré directement pour la création du Conseil national syrien ; et toute voix dissonante devait être réduite au silence. Les autres oppositions démocratiques, même celles dont les membres avaient passé des années dans les prisons de Hafez et Bachar El-Assad, n'ont pas eu la parole.

Malgré cela, l'opposition démocratique et notre Forum ont joué un rôle important. L'opposition a grandement contribué à la rédaction des documents du Caire – un accord de toutes les tendances de l'opposition, avec, notamment, un Pacte national dans lequel il est stipulé que « nul ne peut imposer une religion à qui que ce soit ». Cela signifie : pas de *charia*. Nous avons contraint jusqu'aux Frères musulmans à le signer. Imaginez cela en Égypte, ou même au Liban ! Alain Juppé parle aujourd'hui de la nouvelle formation qui a, encore une fois, été créée au Qatar, en divisant l'opposition. La première chose qu'elle a faite a été de renier ces documents du Caire signés par tous. Et Monsieur Juppé veut qu'on y adhère !

**Vincent Hervouët :** *Donc, pour vous, la coalition est une régression ?*

**Samir Aïta :** Bien sûr ! Parce que dans ces réunions, vous avez des ambassadeurs, de France et d'ailleurs, qui viennent vous dire : « Vous allez faire ceci et cela ! » Moi, je suis un homme libre. Si les gens se sont révoltés et sont morts, ils l'ont fait surtout parce qu'ils se considéraient comme libres, ce n'était pas pour suivre Bachar El-Assad ou une puissance étrangère.

**Vincent Hervouët :** *Allez jusqu'au bout de votre raisonnement : pourquoi un ambassadeur de France souhaiterait-il tellement être du côté des Frères musulmans ?*

**Samir Aïta :** Depuis octobre 2011, la révolution syrienne a échappé aux mains des Syriens. Elle est devenue un problème géopolitique, c'est-à-dire que le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie ou la France sont des acteurs majeurs pour le sort des Syriens. Et ce sont eux qui veulent décider. En outre, leurs intérêts sont parfois contradictoires. Pourquoi y a-t-il eu besoin de l'accord des puissances à Genève et du Conseil de sécurité ? Parce que ces puissances sont toutes devenues des acteurs du conflit.

Je pense que la France arme aujourd'hui une partie de l'opposition syrienne. Mais je n'ai pas de preuves.

**Vincent Hervouët:** *Denis Bauchard, estimez-vous que la France, ses diplomates et son ancien ministre des Affaires étrangères, sont à la remorque du Qatar et de l'Arabie séoudite ?*

**Denis Bauchard:** Vous prêtez aux ambassadeurs des pouvoirs qu'ils n'ont pas. Ayant exercé cette fonction dans plusieurs pays, je peux vous garantir qu'il est rare qu'un ambassadeur donne des instructions à un gouvernement.

**Vincent Hervouët:** *Dans les couloirs des hôtels, au Qatar, c'est pourtant ainsi que les choses se sont passées. Vous savez bien que les ambassadeurs étaient ceux qui tenaient le crayon...*

**Denis Bauchard:** Oui, mais l'ambassadeur de France n'était certainement pas le seul. Par ailleurs, et sur ce point aussi je parle à titre personnel, il est douteux que l'Arabie séoudite s'intéresse à la Syrie pour y promouvoir la démocratie. Son objectif est, avant tout, de briser le maillon de l'alliance privilégiée entre ce pays et l'Iran. Le Qatar tente de développer une politique plus subtile et de mettre en selle des forces politiques avec lesquelles il a des affinités. Or, les Frères musulmans bénéficient manifestement des sympathies du Qatar. Cependant, l'avenir de la Syrie relève de la responsabilité des Syriens eux-mêmes, du régime comme des opposants, divisés en une multitude de groupes. L'influence des pays étrangers, y compris celle des États-Unis, sur le régime et sur l'évolution des événements, reste marginale : leur marge de manœuvre est relativement limitée.

**Vincent Hervouët:** *C'est la boîte de Pandore dont parlait tout à l'heure Alain Juppé. Visiblement, il raillait ceux qui lui reprochaient de l'avoir ouverte. Quoi qu'il en soit, les démons se sont libérés.*

**Denis Bauchard:** Mais ce n'est pas lui qui l'a ouverte en Syrie.

**Henri Plagnol :** Je voudrais dire un mot, non pour défendre Alain Juppé, qui n'en a pas besoin, mais pour souligner à quel point, à mon avis, il a une vision globale. Vous avez raison de dire qu'il y a une histoire très particulière des relations de la France et de cette région du monde : le Liban et la Syrie. Ayant été mandataires, nous y avons une responsabilité particulière. Cela implique – et tel est bien le cas – que chaque faction soit représentée à Paris et dans cette salle. Il y a, dans les sociétés libanaise et syrienne, une passion particulière pour tout ce qui touche à la France et à ses positions.

Si l'on remet en perspective les choses sur la durée, il est parfaitement exact que la France s'est longtemps accommodée de la dynastie Assad, tout en étant confrontée au meurtre d'un ambassadeur et à une série d'attentats terroristes à Paris, dont on sait fort bien qu'ils étaient commandités largement, sinon totalement par les Syriens.

Encore récemment, et cela a été le tournant pour Jacques Chirac, un attentat a coûté la vie au Premier ministre libanais de l'époque, Rafic Hariri. Dès lors, je pense que la diplomatie française a eu raison d'agir comme elle l'a fait, et c'est cela, finalement, le débat. La France, patrie des droits de l'homme, a pris conscience, avec une bonne partie de la communauté internationale et l'essentiel des puissances occidentales, que le temps des dictatures et de leur impunité était révolu. D'où, en effet, une accélération de l'histoire dans laquelle la France a joué un rôle déterminant pour la chute de Kadhafi et, aujourd'hui, dans l'évolution des choses en Syrie. Il va de soi que l'influence française a ses limites et qu'il y a là une place pour le débat. Dans le cas de la Syrie, en effet, qui est une mosaïque religieuse et communautaire très complexe, il n'y a pas de choix simple et clair. Je suis d'accord avec vous sur le fait qu'il faille élargir au maximum la représentation de l'opposition en Syrie, en ménageant notamment une place peut-être plus visible à ceux qui ont défendu héroïquement, des années durant, les droits de l'homme. Et je crois que tel est le cas maintenant.

***Question:** Mais qui sont ces autres dont la représentation doit être élargie?*

**Henri Plagnol:** Les autres, ce sont tous ceux qui s'engagent dans le changement en Syrie. Alain Juppé lui-même a exprimé sa perplexité, sans caricaturer ni dire ce que certains lui font dire à présent: il a reconnu au contraire que, dans cette situation, il ne sait pas si nous devons ou non armer les opposants, ni comment faire pour que ces armes ne tombent pas dans de mauvaises mains. C'est tout de même la question concrète, dont dépendra l'évolution de la Syrie.

Pour ma part, je considère que la présentation d'Alain Juppé a été parfaitement équilibrée, objective, avec une vraie vision géostratégique. Il n'en demeure pas moins, comme l'a dit Antoine Sfeir, que la France doit parler avec tout le monde. Et elle parle avec tout le monde. Simplement, une diplomatie qui existe fait des choix, et je considère – mais peut-être que je représente une autre génération – que pendant trop longtemps la France n'en a pas fait et que c'est aussi pour cela que la situation est devenue ce qu'elle est. Aujourd'hui, nous faisons des choix, et les meilleurs possibles dans une situation extraordinairement complexe.

**Antoine Sfeir:** J'admets parfaitement que vous ne soyez pas d'accord avec ce que je dis. Mais Alain Juppé a en vous un bon avocat, qui oublie une fois de plus que l'opposition dans son ensemble a également été condamnée pour crimes de guerre. Ce qui me choque dans ce que dit Henri Plagnol, c'est que la France a des responsabilités parce qu'elle a été puissance mandataire. Mais il est terminé, ce mandat, ce sont des pays indépendants!

**Henri Plagnol:** Ce n'est absolument pas ce que j'ai dit, cher Antoine Sfeir! J'ai dit que cela expliquait la dimension passionnelle. Et elle est là, bien vivante, vous en êtes l'incarnation, avec votre admirable langue française, parfois beaucoup plus subtile que la nôtre. Votre exigence vis-à-vis de la France

est la démonstration de ce que j'ai dit : il y a dans les relations singulières entre la France, le Liban et la Syrie, une part de passion et c'est tant mieux !

**Antoine Sfeir** : Je la revendique ; je suis un pur produit de l'impérialisme français et je ne parviens pas à en avoir honte. Là, nous sommes tout à fait sur la même longueur d'onde. Cependant, quand vous dites que la France parle avec tout le monde, ce n'est plus vrai. Ce ne sont pas des choix que l'on demande à la France, mais des passerelles, des ponts entre toutes les minorités. Il se trouve que, depuis François 1er – Michel Rocard le rappelait très justement –, la France se doit de protéger toutes les minorités ethniques et religieuses en Orient. Je ne revendique rien d'autre au nom de ma citoyenneté française, mais je sais que c'est très difficile.

**Vincent Hervouët** : *Cela, l'Europe le fait, ainsi que l'Amérique, l'Australie, tout le monde. Quoi de neuf ?*

**Antoine Sfeir** : L'Europe a recours à la diplomatie du chéquier, comme le Qatar.

**Vincent Hervouët** : *Qu'est-ce que la France a de singulier à dire, aujourd'hui ? Quel message peut-elle porter, par exemple, au Liban ?*

**Antoine Sfeir** : C'est très simple. Tout d'abord, dire aux Libanais : « Puisque vous vous prétendez républicains, vous devez respecter les valeurs républicaines. Pour ce faire, il existe des critères et, si vous ne les respectez pas, nous ne vous aidons plus. »

**Vincent Hervouët** : *Alors, je vais être encore plus concret. Quand François Hollande, en route pour le Laos, fait escale à Beyrouth, il se rend à la résidence des Pins<sup>3</sup>, prend le petit-déjeuner avec le président Sleiman et, en sortant, donne une conférence de presse durant laquelle il appelle au respect de l'unité, de l'intégrité, de la souveraineté des 10 452 km<sup>2</sup> du Liban...*

3. Résidence officielle de l'ambassadeur de France (NdIR).

**Antoine Sfeir:** Cela ne veut rien dire. Ce que j'aurais demandé à François Hollande, c'est d'atterrir à l'aéroport international de Beyrouth, de prendre aussitôt un hélicoptère, d'aller voir les soldats français de la FINUL – il ne faut que dix minutes pour gagner le Sud – et de leur dire: « Vous êtes là pour représenter la France et vous interposer. Et si vous êtes attaqués, ripostez! » Ensuite, il aurait pu aller prendre son petit-déjeuner avec le président Sleiman.

**Vincent Hervouët:** *Il y a malgré tout, depuis 1978, mille trois cents hommes dans le bataillon français de la FINUL, des forces déployées par la France, payées par nos impôts pour observer et faire respecter le cessez-le-feu. Trente-cinq ans, une génération, bientôt deux. Ce qui n'a pas empêché Israël, par trois fois, d'entrer et de sortir!*

**Antoine Sfeir:** C'est exact. Parce qu'on est très obligeant avec Israël. Mais trois fois en trente-cinq ans, c'est énorme.

**Vincent Hervouët:** *Est-il vraiment utile pour les Syriens d'avoir mille trois cents Français, otages potentiels du Hezbollah, à disposition?*

**Antoine Sfeir:** Ce sont les seuls de toute la FINUL qui entrent dans les maisons libanaises au Sud du pays, les seuls à être invités par les habitants chiïtes, grecs catholiques, sunnites, maronites – toutes les confessions. On s'est habitué à leur présence dans la région, et c'est aux Français que l'on s'adresse. Quand le Hezbollah organise une réunion, il les avertit en leur disant: « Veillez à ce qu'il n'y ait pas de trouble-fête. » C'est ça, la France.

**Vincent Hervouët:** *Ils font donc le travail de l'armée libanaise.*

**Antoine Sfeir:** Absolument.

**Denis Bauchard:** Effectivement, au Sud-Liban, trois armées sont présentes: l'armée libanaise, la FINUL et le



Hezbollah. Mais leur présence simultanée contribue à dissuader Israël d'y intervenir à nouveau. Depuis mon premier séjour au Liban, en 1966, je me suis fréquemment rendu dans ce pays. Ce qui me frappe, c'est qu'à l'époque, les choses étaient claires : les chrétiens et le président maronite affirmaient la souveraineté et l'indépendance du Liban et étaient foncièrement hostiles à la Syrie ; les musulmans et le Premier ministre sunnite souhaitaient entretenir des relations amicales et privilégiées avec le voisin syrien, au nom du nationalisme arabe. Aujourd'hui, le paysage politique est très différent : un certain nombre de présidents chrétiens – Elias Hraoui, Emile Lahoud – sont devenus des marionnettes du régime syrien. Au sein même de la communauté chrétienne, il existe un clivage profond, les uns se rattachant au camp du 14-mars, anti-syrien, d'autres à celui du 8-mars, pro-syrien<sup>4</sup>. Alors que le patriarche maronite Nasrallah Sfeir était, en quelque sorte, le garant de l'indépendance du Liban vis-à-vis de la Syrie, son successeur ne cache pas son soutien au régime de Bachar El-Assad. Le Liban est certainement un pays complexe, y compris pour ceux qui le connaissent bien mais ne le comprennent pas toujours.

**Question :** Je ne peux pas laisser passer ce que vient de dire Denis Bauchard. D'abord sur la présence syrienne au Liban : tout le cercle politique a été le vassal des Syriens, et pas seulement les présidents chrétiens. Il faut savoir que, si la politique française a été complaisante avec le régime syrien, c'est dû à Rafic Hariri qui était, à l'époque, le pseudo-ministre des Affaires étrangères de la Syrie, ou qui se présentait en tout cas comme tel ; c'est lui qui a suscité cette complaisance française. Du fait de ce tropisme-là, la France, aujourd'hui, ne sait pas de quel côté se ranger.

On ne peut pas non plus dire que le patriarche maronite actuel, Monseigneur Béchara Rahi, qui reste le garant de l'indépendance du Liban, vis-à-vis non seulement de la Syrie mais de tout le monde, n'ait pas formulé des craintes d'un soutien au régime Assad.

4. Après l'assassinat de Rafic Hariri, deux manifestations géantes ont été organisées au centre de Beyrouth, sur la place des Martyrs : l'une le 8 mars 2005, à l'initiative du Hezbollah, l'autre le 14 mars, à celle du camp anti-syrien regroupé autour de la famille de l'ancien Premier ministre (NdIR).

**Vincent Hervouët:** *Non, il ne l'a pas dit comme ça. Il est vrai que la situation est compliquée parce qu'au fond, des générations durant, quarante ans durant, le Liban a été le champ clos des affrontements de toute la région. Certes, le pays subissait des convulsions mais, grâce à cela, le Golan syrien occupé par Israël était tranquille, le Chatt-el-Arab irakien était paisible et Ramallah dormait bien la nuit. Le Liban, en revanche, vivait toutes les luttes, tous les cauchemars de la zone. Comment expliquez-vous, les uns et les autres, que, près de deux ans après le début de la guerre civile en Syrie, le Liban reste à peu près tranquille ?*

**Samir Aïta:** Dès le déclenchement de la révolution syrienne, il y a eu une sorte de consensus entre les différentes parties libanaises pour une distanciation. Chaque partie disait, pour des raisons libanaises : « Je ne veux pas m'impliquer dans cette affaire. » Mais, graduellement, elles s'y sont presque toutes embourbées. Le Hezbollah était terrorisé. Il ne pouvait que soutenir le régime syrien, car ce dernier connaît en détail ses armes et leur emplacement. Il faut rappeler que durant la guerre de 2006, quand les Israéliens ont envahi le Liban, même si les Syriens ne sont pas entrés directement en guerre, ce sont eux qui ont fourni les missiles anti-char permettant de bloquer l'offensive israélienne. Ils y ont perdu quelque trois cents soldats, dont les corps ont été rapatriés par la suite comme étant des morts de 1982. Donc, le Hezbollah était coincé. Les ténors du 14-mars ont laissé se créer une espèce de mouvement islamiste incontrôlable qui acheminait des armes vers Homs, où se déclenchait une sorte de bataille entre sunnites et alaouites. C'est à Homs, en effet, que se sont produits les premiers incidents transformant fortement le conflit syrien en combat sectaire.

**Vincent Hervouët:** *Finalement, ce sont les Libanais qui ont exporté en Syrie leur aide confessionnelle...*

**Samir Aïta:** Non, ce n'est pas exactement cela ; le Liban est un peu resté dans une sorte d'équilibre intérieur de la terreur entre les différentes parties. Puis il y a eu les incidents,

à Tripoli notamment ; ensuite, ce fut le tour de Saïda dans le Sud, où un cheikh salafiste a créé une milice anti-Hezbollah<sup>5</sup>. Ainsi toutes les parties – c'est-à-dire le 14-mars, leurs alliés islamistes le 8-mars et le Hezbollah – se sont-elles impliquées d'un côté ou de l'autre du conflit, notamment en envoyant des armes et des combattants... Sans qu'il y ait d'explosion au Liban même.

5. Il s'agit du cheikh Ahmad al-Assir (Ndlr)

**Vincent Hervouët :** *Et cela va continuer, bien qu'il y ait déjà cent mille réfugiés ? Ou, inexorablement, le Liban va-t-il basculer dans cette guerre de tous contre tous ?*

**Samir Aïta :** Le fait que le Liban n'ait pas explosé est un miracle. La manière dont il accueille les déplacés aussi. Juste pour donner une image un peu choc concernant les réfugiés syriens à l'extérieur : les camps situés en Turquie sont propres et nets. Ils ont coûté très cher : de beaux investissements, car l'islam politique va très bien avec le capitalisme. Il y a un supermarché au milieu ; les gens ne peuvent pas sortir faire leurs achats dans les villages des alentours, or les denrées coûtent dix fois plus cher dans ce supermarché et le camp de réfugiés est rentabilisé en l'espace de six mois.

En Jordanie, où la corruption est très forte, les réfugiés du camp Zaatari préfèrent rentrer en Syrie sous les bombes que de vivre dans ces conditions inhumaines. Le cas du Liban est miraculeux : il n'y a pas de camps, les réfugiés vivent chez l'habitant ou dans des lieux aménagés au sein des villages. Et il y a quantité de petites associations. C'est là que la vie est la meilleure pour les réfugiés. Il est vrai que ces derniers ont peur du Hezbollah et qu'ils sont parfois manipulés par les uns et les autres ; mais, finalement, cette grande cacophonie, c'est la société civile. Il ne faut pas oublier que tout ce qui est en train de se passer dans le monde arabe est une révolution de la société civile, et que cette dernière refuse la politique, celle des Arabes et celle des étrangers. Donc, là où cela se passe le mieux, c'est au Liban.

**Antoine Sfeir:** Je pense que les métastases syriennes ont gagné deux endroits au Liban: le Sud, à Saïda, avec les salafistes qui tentent de monter une organisation anti-Hezbollah contre les chiïtes, et au Nord, dans la banlieue de Tripoli, où il y a une population alaouite importante, la seule qui dispose d'un député à l'Assemblée nationale libanaise.

Ceci posé, il y a, en effet, aujourd'hui au Liban, une sorte de miracle permanent, puisque c'est le seul pays qui a traversé la crise économique sans aucune séquelle – grâce à un homme, le gouverneur de la banque du Liban Riad Salamé, qui a fait appel au GAFI<sup>6</sup>, le gendarme des banques, qui a fermé trois d'entre elles. En six mois, les banques libanaises, qui étaient les plus grandes « lessiveuses » du monde, sont devenues les plus propres du monde. Le GAFI a interdit les produits dérivés et les *subprimes*; en conséquence, les Libanais ne se sont jamais aussi bien portés que lorsqu'il n'y avait pas de gouvernement. Le bon sens paysan a aussi permis de traverser cette crise économique. En outre, avec la faillite de Dubaï en 2009, les banques libanaises ont reçu d'énormes sommes en dépôt privé. Actuellement, ce sont les seules banques qui prêtent à l'État. Et à côté de cela, le Libanais est d'un individualisme rare pour essayer de faire vivre la communauté. C'est ainsi qu'aujourd'hui, le Liban a réussi à échapper aux métastases syriennes, notamment à Beyrouth et dans la montagne, où il est parfois difficile de comprendre comment on peut encore vivre dans une apparente insouciance, malgré les pétaudières environnantes.

**Ibrahim Daher:** Selon moi, si la guerre civile ne s'étend pas au Liban, c'est tout simplement parce que la principale force, le Hezbollah, la seule vraiment en mesure de déclencher une guerre civile, s'y refuse aujourd'hui, parfaitement consciente qu'elle n'a aucun intérêt à laisser le pays dériver vers cette sorte de conflit.

**Question:** *Le président syrien était en visite officielle en France en décembre 2010, soit trois mois avant le déclenchement*

6. Groupe d'action financière, organisme inter-gouvernemental de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (NdIR).

*de la révolution en Syrie. Il a été fort bien reçu, a passé des accords avec le Louvre pour la préservation du patrimoine syrien. Dès lors, pourquoi est-il devenu infréquentable? Cette question, beaucoup de Syriens se la posent aujourd'hui, ainsi que des intellectuels dans le monde arabe. On ne nous fera pas croire que la France a changé de politique parce qu'il y a eu cinquante morts au début de la révolution! Par ailleurs, estimez-vous que la politique indépendante de la France s'est arrêtée avec le discours de Dominique de Villepin à l'ONU, où la France s'est opposée à l'intervention des États-Unis en Irak?*

**Denis Bauchard :** Sur le premier point : pourquoi Bachar El-Assad a-t-il été bien reçu en décembre 2010 et pourquoi sa présence n'est-elle plus souhaitée? Sans me substituer au porte-parole du ministère des Affaires étrangères, je pense que la réponse est simple : depuis, il y a eu une répression sanglante. On rappellera que les premières manifestations, en mars 2011, à partir de Deraa, étaient pacifiques et réunissaient beaucoup de jeunes. Il se trouve que le gouverneur de cette ville était un cousin de Bachar El-Assad, et qu'il a donné l'ordre à l'armée de tirer sur ces jeunes sans défense. Beaucoup ont été arrêtés, jetés en prison, torturés ; certains ont été rendus morts à leurs familles. Cette réaction était un mauvais début, alors qu'il s'agissait de manifestations pacifiques.

**Vincent Hervouët :** *Comme hier avec Kadhafi, beaucoup estiment qu'il faut jeter Bachar El-Assad par-dessus bord pour avancer. La France peut-elle l'imposer, même si l'ONU, la Russie, la Chine, l'Afrique du Sud, le Brésil sont contre?*

**Denis Bauchard :** Personnellement, je ne le pense pas.

**Randa Kassis :** Je crois que ni la France ni qui que ce soit n'a la capacité, de toute façon, de rien imposer. Je suis convaincue que la solution ne viendra que de l'intérieur, par un consensus entre deux blocs, l'un pro-régime et l'autre anti-régime. Peut-être même y en aura-t-il un troisième qui réussira, malgré tout, à inclure la masse silencieuse et la commu-

nauté alaouite, laquelle, jusqu'aujourd'hui, soutient le régime Assad. Les forces de l'opposition, notamment la coalition, ne pourront faire tomber le régime ni par la force ni par un autre moyen. Il n'y aura qu'une solution politique, mais il est trop tôt pour la discerner, il faut attendre un peu, travailler sur la défection alaouite, garantir la sécurité des minorités. Tout cela en vue de l'avenir, puisque cet avenir est aujourd'hui inconnu.

**Samir Aïta:** Trois petites remarques: la première est que la solution de négociation promue par Lakhdar Brahimi<sup>7</sup> est fortement en compétition avec la solution militaire. Aujourd'hui, le nord du pays se trouve quasiment hors du contrôle de l'État, avec des unités de l'armée libre qui ne sont pas très unies et qui lancent parfois des campagnes militaires contre les zones kurdes. La remarque la plus étonnante, je l'ai entendue hier d'une personne d'Alep: « Je préfère le Front Nosra [désormais la branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie] à certains éléments de l'armée libre, parce qu'eux, au moins, ne volent pas. » Il y a donc une situation assez compliquée dans le nord du pays. Pourtant, certains États poussent à une solution militaire. La France en est partie prenante et pousse à la bataille de Damas. Mais si, d'ici quelques mois, le régime ne chute pas militairement, la solution de Lakhdar Brahimi s'imposera.

Deuxième remarque: ce n'est pas la première fois que la France change brutalement de position. Je n'ai pas dit que Paris avait changé de position sur Bachar El-Assad après la mort de Hariri, mais que c'était le changement brutal de la position de la France qui a conduit à l'assassinat du Premier ministre libanais. Quoi qu'il en soit, la France a appelé, après l'attentat, à la chute du régime syrien, puis elle a reçu Bachar El-Assad le 14 juillet. Les gens semblent parfois choqués des revirements de la politique française. Pour ma part, je ne serai pas choqué que Paris à une autre position si, finalement, le consensus international sur la Syrie se fait autrement. Aujourd'hui, la France est alliée à la Turquie et au Qatar, moins à l'Arabie séoudite, et moins encore à l'Égypte et aux États-Unis. Ce positionnement devrait interpeller certains respon-

7. Ancien secrétaire général adjoint de la Ligue arabe et de l'Onu, aujourd'hui médiateur international des Nations unies dans le cadre du conflit syrien (NdLR).

sables français. La France est allée jusqu'à sauver le Conseil national syrien (CNS) par l'audience que François Hollande a accordée à cinq de ses dirigeants, alors que toute la communauté internationale travaillait sur un front uni de l'opposition après les accords du Caire. Et le président français de déclarer, contre tous : « Il faut que toute l'opposition se réunisse dans le CNS et, si ce dernier forme un gouvernement, la France le reconnaîtra ! » Une heure après, il reçoit l'émir du Qatar. Deux heures plus tard, le porte-parole des Affaires étrangères américaines lance : « Tout cela vient trop tôt, nous ne sommes pas d'accord avec cette politique. » Pourquoi la France prend-elle autant de risques, y compris avec ses alliés ? Cela ne donne pas une bonne image de la politique française.

**Vincent Hervouët :** *Voulez-vous dire que la France fait du zèle, qu'elle est à la remorque du Qatar et de l'Arabie saoudite ?*

**Samir Aïta :** Je n'aime pas dire des choses de ce genre. L'Europe et la France sont en crise économique profonde, tandis que le Qatar dort sur trois mille milliards de dollars. Alors, il se mêle de politique de banlieue, il achète le PSG... c'est une puissance financière. Le Qatar veut organiser à sa manière l'opposition syrienne. Je suis allé une seule fois dans ce pays et j'y ai tenu, en direct à la télévision, les propos suivants : « Le printemps arabe est un phénomène profond des sociétés arabes ; il va changer le visage du monde arabe dans les quinze prochaines années. Il n'est pas admissible, moralement et humainement, que le printemps arabe se solde par une coalition entre les régimes despotiques du Golfe et l'Occident pour dominer les républiques en transition. Parce que ces républiques vont s'affaiblir pendant la transition. »

La meilleure nouvelle, ou la pire, c'est ce qui s'est passé en Égypte : de grandes manifestations contre le président Morsi, alors qu'il avait été élu démocratiquement. Tout cela parce qu'il a voulu affronter le pouvoir juridique. Des permanences des Frères musulmans ont été incendiées dans dix villes, chose inimaginable il y a peu de temps. Les Frères musulmans

n'auraient jamais pu gagner des élections en Syrie: c'est la fabrication du CNS qui les a amenés à dominer l'opposition. Aujourd'hui, à Doha, ils ont la haute main sur la coalition, et la France est aussi responsable de cela.

**Question:** Alain Juppé a insisté sur le fait que, dès le commencement de la crise syrienne, il y avait eu beaucoup de médiation. Or, si on regarde les émissions de télévision et les rapports de l'époque, on constate que la France, et surtout son ministre, avait au contraire dit à l'époque: « Pas question de négocier avec le régime! » Monsieur Juppé l'a reconnu en aparté tout à l'heure: « C'est juste, il n'y a pas eu de médiation, on a exigé de cesser, d'emblée, toute négociation avec le régime syrien. » Au demeurant, le Conseil national a été fabriqué pour empêcher de négocier avec un régime que l'on voulait faire tomber. La Syrie n'est pas le règne de la démocratie.

**Henri Plagnol:** Il n'est pas sérieux de prétendre que le régime de Bachar El-Assad a quoi que ce soit de démocratique. Il s'agit, malheureusement, d'une dynastie qui, depuis quarante ans, opprime son peuple avec une férocité inouïe. Il ne faut pas oublier les massacres commis par le père. La question est maintenant de savoir – une question très ardue, posée, en effet, par le médiateur des Nations unies – comment en sortir en évitant le pire. Le problème n'est pas que la France change de politique. La France, comme toutes les grandes nations, tient compte – et heureusement – avec pragmatisme, des évolutions. Il est évident que s'il y avait une possibilité de mettre tout le monde autour de la table, à condition que la vérité soit faite sur les crimes de chacun et qu'ensuite, on aille vers de vraies élections, la France, bien entendu, s'efforcerait d'accompagner ce scénario. Mais je crains que ce ne soit difficile.

**Samir Aïta:** Si je suis très critique sur la position française, cela ne signifie pas que la responsabilité première et dernière ne soit pas celle de Bachar El-Assad. J'étais contre lui bien avant la révolution. Dès 2000, je me suis opposé, comme



beaucoup d'autres, à la succession héréditaire et à ses politiques. Il est tout à fait remarquable que les mêmes ambassadeurs qui donnent des ordres, aujourd'hui, sur la manière de faire l'opposition, étaient eux-mêmes les plus grands défenseurs de Bachar. Néanmoins, il ne faut pas s'y tromper : le principal responsable est bien le président syrien ; c'est lui qui conduit la révolte populaire à devenir confessionnelle, violente, compliquée sur le plan régional. Il ne faut donc pas pointer les responsabilités ailleurs. Ma critique vise une position trop irrationnelle de la France. Voici un exemple tiré de l'intervention d'Alain Juppé.

Vers l'automne 2011, il fallait surtout éviter un basculement général dans la violence. Plusieurs opposants, dont moi, ont œuvré pour faire venir des observateurs arabes, puis onusiens, non armés, afin de bloquer cet engrenage. La France – et certains médias – a dénigré ces observateurs, leur reprochant de ne pas assez insister sur la responsabilité du régime. Or, on savait très bien que leur mission n'était pas réellement d'observer et de condamner – tâche très difficile – mais simplement d'être là pour empêcher l'escalade de la violence et les tirs du régime. On savait aussi qu'on ne pouvait faire venir des personnes absolument neutres. Dans le cas des observateurs arabes, nombreux sont ceux qui venaient du Qatar ou d'Arabie séoudite, d'Algérie ou du Soudan, et qui, par conséquent, racontaient ce que voulaient les autorités de ces pays. Mais l'important était de placer là ces observateurs pour que la violence n'explose pas. Or, une cabale a été montée contre eux, y compris sur France24, avec le gouvernement français. Nous avons maintes fois essayé de faire passer le message : « Si vous retirez les observateurs, d'abord arabes, puis internationaux, tout va basculer dans la violence. » Je ne pardonnerai jamais cette connivence pour laisser la violence dévorer la Syrie. Je sais bien que Bachar El-Assad tue et ment, mais je voulais éviter que ce pays sombre. Or, personne, en France, n'a souhaité entendre ce message, ni celui invitant à ne pas reproduire l'erreur des Américains en Irak, à ne pas laisser l'État syrien se détruire. La Syrie sera ingouvernable si l'État est détruit.

**Vincent Hervouët:** *Est-il trop tard?*

**Samir Aïta:** Aujourd'hui, les structures de l'État sont en partie démantelées et la Syrie, quelle que soit la solution, même négociée, sera, pour une dizaine d'années, très difficile à gouverner.

**Vincent Hervouët:** *Si l'année prochaine, il y a une intervention israélienne en Iran, si cette crise qui couve depuis longtemps se résout finalement par la violence, par des bombardements, des raids aériens, qu'en sera-t-il, à votre avis, de la Syrie et du Liban?*

**Samir Aïta:** Ce sera le chaos.

**Ibrahim Daher:** Je suis assez d'accord sur le pronostic, mais je ne crois pas qu'on en arrive là; Israël ne le fera pas. En revanche, je crois qu'on peut s'interroger sur la position des Américains qui, en fait, ne s'intéresseraient à la Syrie que pour mieux négocier avec l'Iran.

**Vincent Hervouët:** *C'est une idée qui a souvent été évoquée, ici, au cours des débats, à savoir que la Syrie serait le maillon faible de l'arc chiite et que la guerre serait entretenue dans ce pays à seule fin de contenir la volonté de puissance des Iraniens.*

**Samir Aïta:** Précisément, il y a eu, au cours des cinq dernières années, plusieurs tentatives de « printemps iranien ». Je dis souvent, métaphoriquement, que la société iranienne est d'ores et déjà postislamique. La seule chose qui permette au régime de tenir, c'est la pression occidentale sur un dossier qui ressortit à la fierté nationale. À quoi cela sert-il?

**Vincent Hervouët:** *Donc, vous ne croyez pas à la guerre?*

**Ibrahim Daher:** Non, je crois que les Américains ne se laisseront pas faire, qu'ils cherchent plutôt un accord avec les Iraniens.

**Vincent Hervouët:** *Denis Bauchard, un mot sur ce scénario du pire, le pire étant toujours très imaginatif.*

**Denis Bauchard:** La seule chose prévisible au Moyen-Orient, c'est l'imprévisible. Je serai moins affirmatif. Comme l'ont déclaré plusieurs présidents successifs, George W. Bush et maintenant Obama, « toutes les options sont sur la table ». Elles risquent d'y rester encore quelque temps et tout peut arriver. Mais si une intervention, même ciblée et chirurgicale, devait se produire, elle ne pourrait que détourner l'attention de la question syrienne. De même, s'il devait y avoir une nouvelle intervention israélienne à Gaza, ce serait un service rendu à Bachar El-Assad.

**Question:** Une chose semble être un enjeu primordial, ce sont les gisements de gaz très importants découverts en Syrie et en Méditerranée, dont personne n'a parlé. Et, comme par hasard, le représentant de la coalition est un cadre de la société Shell.

Autre point que je trouve assez curieux: on parle du régime et je suis d'accord avec ce qui a été dit, mais personne n'a parlé des rebelles en tant que bandes armées qui décapitent, coupent des bras, des membres, mutilent, assassinent, kidnappent... Pourquoi n'en a-t-on pas parlé? Le fait est pourtant reconnu, sauf par ceux qui refusent de voir les choses en face. J'ajouterai que j'ai toujours été contre le régime de Damas, mais dernièrement, des événements m'ont incitée à réfléchir, à regarder. Il y a eu des millions de manifestants en Syrie pour soutenir le régime en tant que garant de la souveraineté du pays. J'y étais, je suis Syrienne, c'étaient des manifestations spontanées, nocturnes. Et cela continue: tous les soirs, les gens sortent. Mais les médias occidentaux ne le montrent pas.

**Question:** On vient peut-être de soulever un peu plus le problème. Il me semble qu'il y a, malgré tout, un contexte géopolitique très important, si l'on se remémore le projet américain du Grand Moyen-Orient, initié par Bush, je crois.

Je crois que la situation s'y inscrit tout de même. Il y a aussi la Turquie qui est le bras armé et les Turcs ne bougent que si les Américains les y autorisent. On peut penser, en effet, qu'une partie du jeu vise à instaurer un cordon sanitaire autour de l'Iran; mais, à mon avis, il y a, derrière, le projet du Grand Moyen-Orient. Il y a un effet d'aubaine, c'est pour cela qu'on ne parle pas d'Israël ou des problèmes d'énergie.

**Vincent Hervouët:** *D'un autre côté, le Grand Moyen-Orient va pratiquement de l'Himalaya à Rabat...*

**Samir Aïta:** Bien sûr, la géopolitique dépend de grands problèmes économiques. On parle de gisements potentiels de gaz – on a fait quelques découvertes en Méditerranée, juste en face du Liban et de la Syrie; par conséquent, s'il y a un « réduit alaouite », cette communauté serait la plus riche. On parle aussi du fait que le Qatar veut amener un grand gazo-duc jusqu'à la Turquie, jusqu'à l'Europe, ce qui expliquerait l'opposition de la Russie. Ce point a son importance, mais ces dimensions géostratégiques interviennent dans un problème qui, *in fine*, en Égypte comme en Tunisie ou en Syrie, est un problème socio-économique profond, un *tsunami* des jeunes. On est en mai 68, on est en train de refaire, partout, les pactes sociaux et les constitutions. Je suis critique sur la position de la France, car j'avais dit, d'emblée, à certains responsables: « Votre politique est-elle d'aider ces transformations pour qu'elles aboutissent, même graduellement, à la démocratie, à la liberté, comme le veulent les gens qui meurent pour cela? Ou voulez-vous d'abord décrocher la Syrie de l'Iran? S'il y a démocratie, la Syrie se détachera naturellement de l'Iran. Ne placez pas le second objectif avant le premier. Osez oublier la géostratégie pour un instant de l'histoire, intéressez-vous aux gens! » Au demeurant, je suis très étonné qu'il y ait eu très peu de solidarité purement humaine, en France, vis-à-vis de la population syrienne réfugiée et souffrante.

**Vincent Hervouët:** *Vous trouvez que la France n'a pas payé suffisamment cher?*

**Samir Aïta :** Non, elle a payé le Conseil national, et tout le monde connaît les critiques visant cette formation. La Syrie a accueilli, entre 2006 et 2007, un million et demi d'Irakiens, 7 % de la population. C'est comme si cinq millions de personnes arrivaient en France en deux ans. Il en va de même pour la Tunisie. Le Liban, nous l'avons dit, se débrouille tout seul, sans aide étrangère, des deux cent mille personnes qui y ont trouvé refuge. De même pour la Jordanie, etc. Où est l'effort de la France pour aider la population en Égypte, en Syrie et ailleurs ? On n'en voit rien. Ou pas grand-chose.

**Ibrahim Daher :** Un dernier mot. Mai 68 a fini par consolider le régime du général de Gaulle...

**Samir Aïta :** Contrairement à ce qui s'est passé avant les printemps arabes, les « Trente Glorieuses » ont précédé Mai 68.

**Ibrahim Daher :** Je veux simplement souligner que l'on est en train d'assister à un très grand bouleversement dans le monde arabe. On est en train de passer d'une vague de nationalisme arabe – marquée, qu'on le veuille ou non, en dépit des régimes qui se sont succédé, par une tentative de laïcité ou, en tout cas, un effort en ce sens – à un nationalisme qui se veut, qui s'impose comme religieux, identitaire, islamiste et intégriste. Je crois que ce sera là un des grands problèmes de toute la région, qui, malheureusement, se répercutera sur la France.

**Question :** Ce qui m'étonne, dans ce conflit, c'est que, compte tenu de la nature du régime Assad, on aurait pu penser, dans le courant de l'année dernière, que l'opposition serait assez vite anéantie militairement. Or, ce n'est pas le cas. Elle progresse, se durcit, se renforce, elle est manifestement armée et c'est un sujet que vous n'avez fait qu'effleurer. Qui est derrière ? Qui l'appuie ? Qui l'encadre ? Et quelles conclusions en tirez-vous ?

**Vincent Hervouët :** *On évalue à quatre ou cinq mille le nombre de combattants étrangers qui, aujourd'hui, sont à l'of-*

*fensive en Syrie. Chacun sait que des livraisons d'armes ont été effectuées via le Qatar et l'Arabie séoudite.*

**Randa Kassis :** Ce sont des forces combattantes qui ne s'accordent pas. Il y a, bien sûr, des déserteurs, il y a aussi des civils armés, des jihadistes et des gens qui viennent se battre de l'étranger. On trouve une multitude de nationalités, des Tchétchènes, des Afghans, des Libyens... Ils combattent sous le parapluie de l'ASL, l'Armée syrienne libre, mais n'ont évidemment pas le même objectif. Ce qui est curieux, c'est qu'à mon avis, le régime a fort bien préparé ce scénario. Au départ, les manifestations étaient pacifiques, mais le régime parlait d'islamistes, d'extrémistes infiltrés en Syrie. Malheureusement, avec des opposants qui ne voyaient pas grand-chose et ne pouvaient contrôler le terrain, ce scénario a été réalisé. Le résultat est qu'aujourd'hui, il y a toutes sortes de combattants. Et c'est là la grande question : la coalition parviendra-t-elle à contrôler ces forces combattantes ? Je ne le crois pas.

**Samir Aïta :** Il y a deux révolutions en Syrie : d'une part, celle qui a été pacifique pendant très longtemps, se battant pour la liberté, la dignité, l'égalité dans la citoyenneté ; certains ont pris les armes pour s'auto-défendre. Et, d'autre part, il y a les milices, financées, entre autres, par le Qatar.

**Vincent Hervouët :** *Il y a aussi la légende de la résistance, d'emblée, pacifique. Or, dès le début, des policiers sont tombés. Les manifestants ne se contentaient pas de fusiller du regard les forces de répression, ils leur tiraient vraiment dessus. C'est une réalité que les médias ne voulaient pas voir. Vous le contestez ?*

**Samir Aïta :** Non, mais ce sont les actions d'un petit groupe : un sur cent mille. Et même si tel avait été le cas, on ne résout ces problèmes en envoyant les chars contre les manifestants.

**Vincent Hervouët :** *Estimation large : quarante mille morts dont onze mille policiers, onze mille militaires, sans compter les miliciens.*

8. Cette manifestation, qui avait réuni plus d'un million de Libanais, exigeait que soit faite toute la lumière sur l'attentat dirigé contre Rafic Hariri et le départ des Syriens. L'alliance du 14-mars se voulait l'expression politique de la Révolution du Cèdre. Elle réunissait des partis de droite et de gauche, transcendait les appartenances confessionnelles (du Parti du Futur de Saad Hariri au Parti Kataeb des Forces libanaises, chrétien) et soutenait des revendications de liberté, de souveraineté et de justice. Elle devait remporter les élections du printemps 2005 et donner naissance à un bloc parlementaire (NdIR).

*Je voudrais, avant de conclure, citer le serment du 14 mars. Rappelez-vous, c'était cette immense manifestation qui avait réuni à Beyrouth tous ceux qui croyaient au printemps libanais; elle avait eu lieu le 14 février 2005, un mois, jour pour jour, après la mort de Rafic Hariri, mais avait tourné court<sup>8</sup> : « Nous jurons par Dieu tout-puissant, chrétiens et musulmans, de rester unis jusqu'à la fin des temps pour défendre le magnifique Liban. » Cela n'a même pas duré un an, mais cela reste une promesse...*